



Investir dans les populations rurales

République du Sénégal

Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural - PADAER

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 19 au 23 novembre 2013

Date du document: 15/01/2014

No. du Projet: 1614

No. du rapport: 3384-SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C.	Produits et effets	2
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	2
E.	Aspects fiduciaires	5
F.	Durabilité	9
G.	Autres	9
H.	Conclusion	10

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	11
Appendice 2:	Cadre logique actualisé : état d'avancement par rapport aux objectifs, effets, produit	14
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	17
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	19
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	22
Appendice 6:	N/A	
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	24

A. Introduction¹

1. Dans le cadre de la supervision conjointe du PADAER avec le Gouvernement du Sénégal, une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Sénégal du 19 au 23 novembre 2013. Elle avait pour objectifs : (i) d'évaluer la performance globale du projet et son impact ; (ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable; (iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2013 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; (iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision de mai 2013; (v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services, et (vi) d'analyser avec l'équipe de projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et de proposer des solutions appropriées .
2. A son arrivée à Dakar, la mission a rencontré le 21 octobre le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet) et le Ministère de l'Économie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur).
3. La mission s'est rendue dans la région de Tambacounda où elle a rencontré les autorités administratives. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) pour examiner la préparation de la mise en œuvre des activités d'ancrage.
4. Une réunion s'est tenue à Tambacounda au siège du projet le 21 novembre 2013 pour présenter les principales conclusions et recommandations de la mission à l'équipe du projet. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 17 décembre 2013 au Ministère de l'Économie et des Finances. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF) et avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différents partenaires du projet.
5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture (Cabinet, SG, DAPS), de l'Économie et des Finances, les Autorités Administratives de Tambacounda, les cadres du PADAER pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. Le Gouvernement de la République du Sénégal et le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) ont signé un Accord de Prêt pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) d'un montant total de 45 720 000 USD (22,4 milliards de F CFA) D'une durée de six (6) ans, le Prêt est entré en vigueur le 12 octobre 2011. Toutefois, le projet n'a démarré qu'en juin 2013 en raison de lenteur dans le recrutement du personnel. L'achèvement du Programme est prévu pour le 12 octobre 2017.
7. Les conditions de décaissement ont été satisfaites en fin juin 2013, à savoir : (i) le premier PTBA approuvé par le comité de pilotage et le FIDA ; (2) les arrêtés portant la création de l'UGP et du comité de pilotage ; (3) l'ouverture d'un compte désigné pour le fonds espagnol. Il a été confirmé par l'emprunteur que le compte désigné FIDA sera celui ayant reçu l'avance de démarrage. La mission recommande d'élargir le Comité de Pilotage à la Coopération Espagnole qui en a exprimé le souhait.
8. Le premier PTBA de 6 mois a porté essentiellement sur les activités de démarrage : acquisition des équipements et matériels de travail ; élaboration des manuels d'exécution, de suivi-évaluation et établissement de la situation de référence ; préparation des conventions de partenariat pour la mise en œuvre du projet.

¹ Composition de la mission: La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal; Monsieur Amadou Daouda Dia, Chargé de programme FIDA du Sénégal, Chef de mission ; Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Sénégal, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Pierre Marie Diédhiou Cadre du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), et Monsieur Ahmadou Sarr, cadre au Ministère de l'Economie et des Finances.. Monsieur Ngagne Mbao et ses collaborateurs ont participé à la mission.

9. **Mise en place des équipements.** La procédure pour l'acquisition des huit (8) véhicules par le biais de l'UNOPS est en cours. Le contrat a été signé. En ce qui concerne le véhicule pick-up en remplacement des motos, le cahier de charges a été élaboré. L'avis appel d'offre a été publié et le dépouillement est prévu le 18 novembre 2013. Pour le mobilier de bureau, le DAO a été lancé. L'ouverture des plis est prévue le 12 novembre 2013.

10. **Manuels de gestion et d'exécution technique du programme.** Le consultant sélectionné a démarré sa mission le 23 octobre 2013. Etant donné qu'un grand nombre de personnes du PROMER 2 a été recruté pour le PADAER, le processus de préparation et d'internalisation des manuels devrait se faire plus vite que normalement.

11. **Atelier de lancement national.** L'atelier national de lancement du Programme s'est déroulé à Tambacounda les 19 et 20 novembre 2013 sous la présidence effective du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural. La mission qui a participé à cet atelier a pu apprécier la représentativité des participants, ainsi que la qualité des débats. Les objectifs ainsi que les approches de la mise en œuvre du projet ont été discutés et partagés avec les participants.

10. **Appui institutionnel au ministère de l'agriculture.** Afin de mieux circonscrire les actions à mener auprès du Ministère en termes d'appuis institutionnels pour rendre le PASYME opérationnel pour le suivi sectoriel, l'UCP a tenu une première réunion avec la DAPSA le 7 novembre pour définir les activités du PTBA de 2014. La mission a constaté que le suivi sectoriel fait l'objet de diverses propositions et initiatives en termes d'appuis et envisage de rencontrer le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural aux fins de clarifier les besoins et les urgences, ainsi que l'attente suscitée par le PASYME et l'appui institutionnel porté par le PADAER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le FIDA propose de rencontrer le Ministre pour clarifier les besoins d'appui pour le suivi sectoriel Élargir le CP à la coopération Espagnole	FIDA UCP/CP/MAER	DQP Février 2014

C. Produits et effets

12. Non applicable, en raison de l'état d'avancement du projet qui n'a donné lieu à aucun effet en 5 mois d'activités seulement, suite à un démarrage tardif.

D. État d'avancement de l'exécution du projet

13. Le Gouvernement de la République du Sénégal et le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) ont signé un Accord de Prêt pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) d'un montant total de 45 720 000 USD (22,4 milliards de F CFA). D'une durée de six (6) ans, le Prêt est entré en vigueur le 12 octobre 2011. Toutefois, le projet n'a démarré qu'en juin 2013 en raison de lenteur dans le recrutement du personnel. L'achèvement du Programme est prévu pour le 12 octobre 2017.

14. Les conditions de décaissement ont été satisfaites en fin juin 2013, à savoir : (i) le premier PTBA approuvé par le comité de pilotage et le FIDA ; (2) les arrêtés portant la création de l'UGP et du comité de pilotage ; (3) l'ouverture d'un compte désigné pour le fonds espagnol. Il a été confirmé par l'emprunteur que le compte désigné FIDA sera celui ayant reçu l'avance de démarrage. La mission recommande d'élargir le Comité de Pilotage à la Coopération Espagnole qui en a exprimé le souhait.

15. Le premier PTBA de 6 mois a porté essentiellement sur les activités de démarrage : acquisition des équipements et matériels de travail ; élaboration des manuels d'exécution, de suivi-évaluation et établissement de la situation de référence ; préparation des conventions de partenariat pour la mise en œuvre du projet.

16. **Mise en place des équipements.** La procédure pour l'acquisition des huit (8) véhicules par le biais de l'UNOPS est en cours. Le contrat a été signé. En ce qui concerne le véhicule pick-up en remplacement des motos, le cahier de charges a été élaboré. L'avis appel d'offre a été publié et le

dépouillement est prévu le 18 novembre 2013. Pour le mobilier de bureau, le DAO a été lancé. L'ouverture des plis est prévue le 12 novembre 2013.

17. **Manuels de gestion et d'exécution technique du programme.** Le consultant sélectionné a démarré sa mission le 23 octobre 2013. Le rapport provisoire est attendu le 15 novembre 2013.

18. **Atelier de lancement national.** L'atelier national de lancement du Programme s'est déroulé à Tambacounda les 19 et 20 novembre 2013 sous la présidence effective du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural. La mission qui a participé à cet atelier a pu apprécier la représentativité des participants, ainsi que la qualité des débats. Les objectifs ainsi que les approches de la mise en œuvre du projet ont été discutés et partagés avec les participants.

19. **Appui institutionnel au ministère de l'agriculture.** Afin de mieux circonscrire les actions à mener auprès du Ministère en termes d'appuis institutionnels pour rendre le PASYME opérationnel pour le suivi sectoriel, l'UCP a tenu une première réunion avec la DAPSA le 7 novembre pour définir les activités du PTBA de 2014. La mission a constaté que le suivi sectoriel fait l'objet de diverses propositions et initiatives en termes d'appuis et envisage de rencontrer le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural aux fins de clarifier les besoins et les urgences, ainsi que l'attente suscitée par le PASYME et l'appui institutionnel porté par le PADAER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le FIDA propose de rencontrer le Ministre pour clarifier les besoins d'appui pour le suivi sectoriel Élargir le CP à la coopération Espagnole	FIDA UCP/CP/MAER	DQP Février 2014

Amélioration de l'offre de produits agricoles

20. Pour la composante « Amélioration de l'offre de produits agricoles », il est prévu de : i) constituer une base de données des sites aménageables potentiels ; et ii) élaborer les TDR pour la sélection des prestataires devant conduire les études et assurer le contrôle /surveillance des travaux. Le bilan fait état des réalisations suivantes :

21. **Sites aménageables et UP.** L'exploitation des bases de données des DRDR, de l'Élevage, de la SAED et des autres projets (PAPIL, USAID Yaajeende, PRODAM, etc.) a permis de préparer un programme dit d'ancrage dans chacune des quatre régions afin de rendre plus visible le PADAER dès la campagne agricole 2014-2015 (deuxième année d'exécution du projet) et de tester l'opérationnalité de la démarche et certaines options techniques et organisationnelles. Ainsi, ont pu être identifiés et sélectionnés après les missions de terrain :

22. **pour la région de Tambacounda :** deux (02) nouvelles créations d'ouvrages pour la riziculture de bas-fonds et portant sur 40 ha, 03 sites à réhabiliter totalisant 60 ha, 30 ha de périmètres PISO et 40 ha d'aménagement parcellaire complémentaire ; soit au total 170 ha dont 140 pour le riz et 30 pour l'horticulture.

23. **pour la région de Kédougou :** 45 ha d'aménagements de plaines d'épandage de crue, 40 ha d'aménagements nouveaux, 30 ha de réhabilitation de périmètres PISO et 30 ha d'aménagement parcellaire complémentaire ; soit au total 145 ha dont 115 pour le riz et 30 pour l'horticulture.

24. **pour la région de Kolda :** la réhabilitation d'ouvrages pour sécuriser 75 ha de vallée, 50 ha de nouveaux aménagements et 50 ha d'aménagement parcellaire complémentaire ; soit au total 175 ha pour le riz.

25. **pour la région de Matam :** le renforcement de 13 UP en infrastructures pastorales diverses et 200 ha de PIV rizières dont le planage doit être repris et affiné pour y appliquer le SRI (système de riziculture intensive).

26. **Sélection des prestataires pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux.** La mission a été informée que les TDR pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux ont été élaborés pour chaque type d'aménagement, les non-objections obtenus, les prestataires sélectionnés et les contrats signés ou en cours de signature. La mission recommande qu'avant la fin de l'année, les études, plans et cahiers de charge pour le recrutement des entreprises soient disponibles pour le programme d'ancrage.

27. En ce qui concerne la sélection de l'opérateur, la mission invite le Programme à vérifier le statut juridique de BAMTAARRE et voir dans quelle mesure il serait possible de lui déléguer la maîtrise d'ouvrage pour accélérer la réalisation des travaux dans le respect des procédures.

28. Sur le plan de la pérennisation des ouvrages à venir, des dispositions devront être prises pour prendre en charge leur maintenance ; les charges y afférentes devraient être la contribution obligatoire de chaque bénéficiaire de parcelle dans le site aménagé.

Valorisation et mise en marché

29. Les objectifs de cette composante sont de: (i) réaliser un Diagnostic Institutionnel Participatif des OP et (ii) suivre et accompagner les MPER du PROMER II dans la zone PADAER. Au 31 octobre 2013, le bilan est le suivant :

- i. **Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP) des OP.** L'inventaire des OP est en cours et le rapport d'inventaire attendu pour le 29 novembre 2013. En ce qui concerne le DIP des faitières, la disponibilité du rapport est prévue pour le 20 décembre 2013. Par ailleurs, le processus de recueil de données à des fins de mise à l'échelle et de réplication est enclenché de même que l'identification des OP auprès des partenaires techniques et des acteurs locaux. Un document de cadrage pour l'appui aux Op a été élaboré.
- ii. **Suivi-accompagnement des MPER du PROMER II.** Le PADAER poursuit l'appui aux MPER du PROMER II qui opèrent dans les filières agro-alimentaires et qui sont localisées dans sa zone d'intervention. Sur les 350 MPER suivies en 2012/2013 par le PROMER II, 75 (21%) sont éligibles aux appuis directs du PADAER. Les appuis prévus sont le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions de 2013 et la finalisation du processus de démarche qualité. Suite à une évaluation, 14 anciens prestataires du PROMER II ont été agréés par la commission mise en place à cet effet. Parmi ceux-ci, 8 PSNF ont été sélectionnés pour apporter aux MPER les appuis nécessaires. Ces activités qui s'achèveront au 31 décembre 2013 portent sur : la situation de référence des 75 MPER éligibles en précisant les nouveaux besoins d'appuis qui feront l'objet d'une requête de subvention (l'accompagnement et la poursuite de la mise en œuvre des plans de développement, l'accompagnement des MPER dans la recherche de marchés).

30. La mission recommande au programme de procéder : i) à l'évaluation du niveau d'autonomie des MPER suite aux derniers appuis accordés ; ii) de renforcer la mise en relation SFD/MPER ; iii) de faciliter la mise en relation commerciale avec les OP ; iv) de rendre effective l'affectation de deux (2) agents du SAFIR dans la zone d'intervention du PADAER.

Coordination, Suivi-Evaluation, Gestion des savoirs et Genre

31. **Atelier interne d'appropriation.** Afin de permettre à l'équipe du programme d'avoir une compréhension commune des activités, de dégager des orientations stratégiques et de faire une **planification fine** pour sa mise en œuvre, un atelier interne **d'appropriation du PTBA a été organisé du 4 au 6 Juillet 2013 à l'UCP de Tambacounda.**

32. **Organisation des CRD et CDD.** L'UCP, pour assurer une **meilleure appropriation du Programme** par toutes les parties prenantes, a organisé du 24 Juillet au 30 septembre 2013, dans sa zone d'intervention quatre (4) CRD et dix (10) CDD. Ces rencontres ont permis non seulement de partager de nombreuses informations, mais aussi de recueillir les attentes et suggestions des populations des régions de Kolda, Tambacounda, Kédougou et Matam.

33. **Appui institutionnel au Ministère de l'Elevage.** La mission a été informée que le PADAER a appuyé le Ministère de l'Elevage dans le processus d'élaboration du code pastoral en finançant et en participant activement aux trois ateliers zonaux (Kaolack, Thiès et Louga) et à l'atelier national tenu du 27 au 28 septembre à Saly. La mission recommande la poursuite de l'appui du Programme jusqu'à l'édition et la diffusion du Code pastoral.

34. **Assistance technique pour la mise en place du Système de suivi évaluation.** Le Programme a sélectionné un consultant devant appuyer la mise en place du système de suivi-évaluation, son opérationnalisation, l'élaboration du manuel de suivi-évaluation, et à l'élaboration des TDR pour le recrutement du cabinet en charge de l'informatisation du système. Lors de la réunion de démarrage de la mission, le cadre logique a été révisé en tenant compte des différentes observations. Les projets de manuel de suivi-évaluation et le cahier de charge pour la sélection d'un bureau d'études pour l'informatisation du système de suivi évaluation sont disponibles. La mission invite l'UCP à prendre les

dispositions pour que le contrat pour l'informatisation du système soit signé au plus tard le 31 décembre 2013.

35. Réhabilitation/location/construction de locaux. Le Programme de réhabilitation des locaux concerne les locaux de l'UCP de Tambacounda et de l'Antenne de Kolda hérités du PROMER 2. Les travaux sont en cours sur les deux (2) sites et la livraison des ouvrages est prévue pour la mi-décembre. La mission a constaté que le patrimoine bâti du PADAER de Tambacounda et Kolda ne sont pas encore transférés au Programme. La mission recommande à l'UCP de prendre les dispositions nécessaires pour faire transférer ce patrimoine au PADAER par acte administratif. En ce qui concerne les antennes de Kédougou (location d'un local) et de Matam (local de DRDR mis à disposition par le Gouverneur), le Programme a prévu la construction de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les activités des antennes dans les enceintes des DRDR pour faciliter une bonne collaboration de proximité avec ces Directions.

36. Enquêtes SYGRI de référence. Le programme a pris l'option de conduire lui-même les enquêtes SYGRI avec l'appui d'un consultant. L'activité a démarré depuis le 2 octobre 2013 et le rapport provisoire est attendu au plus tard le 30 novembre 2013. En plus de l'enquête SYGRI, la mission recommande de réaliser l'étude de la situation de référence pour renseigner les valeurs initiales des indicateurs du cadre logique au plus tard pour le premier bimestre de 2014.

37. Support d'information et de communication. Le cahier de charges pour la sélection de prestataires pour la conception/réalisation des supports d'information/communication a été élaboré. Le processus de sélection est en cours et les produits (panneaux et enseignes) seront livrés avant la fin de l'année 2013.

38. La mission a été saisie par l'UCP des difficultés de fractionner le paiement des factures d'électricité, de téléphone et d'eau en raison de la modicité des montants correspondant aux taxes et de la réticence des fournisseurs. Un rappel a été fait au point c de la section 11.01 Impôts des conditions générales de l'accord de prêt sur l'utilisation des fonds du financement au paiement des taxes ayant un caractère raisonnable en tenant compte des considérations d'économie et de rentabilité. La mission souligne que cette question sera discutée et examinée en profondeur durant la prochaine mission de supervision et dans le cas échéant, pourrait faire l'objet d'une recommandation d'amendement de l'Accord de Prêt.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rendre disponibles les études, plans et cahiers de charge pour le recrutement des entreprises pour le programme d'ancrage ; pour ce faire : <ul style="list-style-type: none"> Utiliser les outils de cartographie numérique actuels pour caractériser les sites ; Bien définir les objectifs principaux des études avec les ingénieurs-conseils pour quantifier les travaux ; Ramener les détails topographiques à la phase de contrôle des travaux. 	Resp Infrastr/Coord	31 décembre 2013
Vérifier le statut juridique de BAMTAARRE et voir dans quelle mesure il serait possible de lui déléguer la maîtrise d'ouvrage pour accélérer la réalisation des travaux dans le respect des procédures	Resp Infrastr/Coord	31 décembre 2013
Prendre les dispositions pour la maintenance des ouvrages ; les charges y afférentes devraient être la contribution des bénéficiaires des parcelles	Resp Infrastr/SGAOP	28 février 2014
Evaluer le niveau d'autonomie des MPER suite aux derniers appuis accordés, et assurer le suiv des MPER transférées aux chambres consulaires	Resp Appui aux MPER	31 décembre 2013
Renforcer la mise en relation SFD/MPER	Resp Appui aux MPER	Permanent
Faciliter la mise en relation commerciale OP/MPER	Resp Appui aux MPER	Permanent
Solliciter l'affectation de deux (2) agents du SAFIR dans la zone d'intervention du PADAER	Resp Appui aux MPER	31 décembre 2013
Prendre les dispositions pour que le contrat pour l'informatisation du système SE soit signé au plus tard le 31 décembre 2013	SSE/Coord	31 décembre 2013
Prendre les dispositions nécessaires pour faire transférer le patrimoine (locaux de Tamba et de Kolda) au PADAER par acte administratif	RAF/Coord	31 décembre 2013
Réaliser l'étude de la situation de référence pour renseigner les valeurs initiales des indicateurs du cadre logique au plus tard pour le premier bimestre de 2014	SSE/Prestataire	28 février 2014
Payer à 100% les factures d'eau, d'électricité et de téléphone et modifier conséquemment le manuel des procédures	UCP	31 décembre 2013

E. Aspects fiduciaires

39. Le dispositif de gestion du Programme se consolide davantage. En effet, le personnel administratif, financier et comptable (un RAF, un SPM et une Comptable au siège et 03 Assistants

Administratifs et Comptables au niveau des antennes), est déjà en place; il reste à recruter l'Assistant Comptable du siège.

40. Manuel de procédures de gestion. Une version provisoire du manuel de procédures a été mise en place en mai 2013. Les différentes procédures administratives, financières et comptables sont regroupées au sein de cycles d'activités, présentant les fonctions qui leur sont rattachées, ainsi que les opérations fondamentales y afférentes. La revue/validation du manuel de procédures administratives, financières et comptables avec l'appui du consultant se fera au cours du mois de décembre 2013. Ce décalage a été rendu nécessaire pour permettre au personnel impliqué dans la mise en œuvre des activités du programme d'assurer une bonne prise de connaissance du document et du fait aussi que le personnel de l'unité administrative et financière du projet du PROMER 2 a été recruté pour le PADAER. .

41. Logiciel de gestion financière et comptable. Le marché pour la fourniture du logiciel TOMPRO (TOM 2) a été attribué au cabinet AZ Consulting, un des représentants agréés de TOMPRO qui a reçu la notification le 10 septembre 2013. Le processus d'installation et de paramétrage de ce logiciel se déroulera du 10 au 25/11/2013. Il s'agit d'un logiciel multi sites de : i) gestion financière et comptable avec les modules de traitement usuel et la génération automatique des DRF et la production des 104 « reconstitutions du compte désigné », ii) gestion de la paie, iii) gestion de la passation des marchés.

42. A cet égard, la mission rappelle que pour les besoins du paramétrage analytique, la participation des Spécialistes Techniques est requise. Enfin, il est prévu la formation du personnel à l'utilisation du système de même que la fourniture de la documentation nécessaire. La mission est d'avis qu'il sera nécessaire après l'installation et la formation de signer un contrat annuel d'assistance technique et de maintenance avec le cabinet.

43. Immobilisations. Les immobilisations appartenant au PROMER ont été mises à la disposition du PADAER (Siège/Antennes), à l'exception de celles du PROMER/Kaolack qui ont été transférées au PAFA/SAFIR (cf. notes de service PROMER n° 0003/2013 et n° 0004/2013 du 23/09/2013).

44. Gestion du personnel. L'effectif actuel du PADER est de 31 agents dont 17/UCP (9 cadres et 8 agents d'appui), et 14/antennes (6 cadres et 8 agents d'appui). L'effectif sera complété par le recrutement des assistants comptable et suivi-évaluation ainsi que de deux (2) chauffeurs au siège, et de quatre (04) gardiens à Kolda et à Matam dont deux (02) pour chaque site. Pour rappel, les rémunérations du personnel sont basées sur la grille que le FIDA a transmise au programme le 25/02/2013. En matière de couverture médicale du personnel, le coût de l'assurance maladie à financer sur les ressources de contrepartie a été inscrit sur le BCI/2014 pour un montant de 10 000 000 FCFA. En attendant la fin du processus d'engagement, le personnel du PADAER n'a pas de couverture maladie à financer sur les ressources de contrepartie a été inscrit sur le BCI/2014 pour un montant de 10 000 000 FCFA. En attendant la fin du processus d'engagement, le personnel du PADAER n'a pas de couverture maladie.

Gestion financière

45. **Programme de Travail et Budget Annuels 2013.** Le montant total des prévisions du PTBA 2013 d'installation pour la période du 01/04 au 31/12/2013 est de 1 172 056 956 FCFA dont 1 046 225 256 FCFA/FIDA (89,26%) et 125 831 700 FCFA/ETAT (10,74%). Au 30/09/2013, le taux d'exécution global est de 18,97 %. Les taux par bailleur sont respectivement de : 20,80 %/FIDA ; 3,79 %/ETAT. Les taux d'exécution des composantes sont: i) 1,17%/Composante II /Valorisation et mise en marché : ii) 20,50%/Composante III /Coordination, SE, gestion des savoirs et genre. En tenant compte des factures à payer et autres engagements au 30/09/2013 (y compris l'achat des véhicules) d'un montant d'environ 787 035 240 FCFA, le taux d'exécution du PTBA à fin décembre 2013 sera de 86,12%.

46. **Programme de Travail et Budget Annuels 2014.** L'élaboration du PTBA 2014 est amorcée au niveau des Antennes par la collecte des données à l'occasion des rencontres des Comités Régionaux de Développement qui se sont tenues entre le 03 et le 30 Septembre 2013. Ces données seront confirmées par des missions de terrain et l'exploitation de documents (documents des Conseils interministériels décentralisés, PLD, PRDI, etc.). La note de cadrage est élaborée et est en cours de validation au sein de l'équipe. Le PTBA 2014 du programme accompagné du Plan de Passation de Marchés (PMP), approuvé par le CP sera transmis au FIDA en fin novembre 2013 (cf. chronogramme en annexe).

47. **Déboursments par bailleur.** Par rapport au coût total du Programme exprimé en dollars, les taux d'exécution des obligations de financement par bailleur au 30/09/2013 sont respectivement de : 1,3%/FIDA et 0,4%/Etat (taxes). Le taux d'exécution global est de 0,97 %.

48. **Décaissements du prêt/FIDA.** Au 30/09/2013, les décaissements réels en DTS à la DRF N° 02 sont de 1 057 064,86 DTS pour une dotation initiale de 20 200 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 5,25 %, constitué uniquement de l'avance initiale du compte désigné. Les dépenses effectuées du démarrage du programme au 30 septembre 2013, s'élèvent à 217 623 800 FCFA (288 697,45 DTS), soit 27,20 % de la dotation du compte 30/09/2013 met en évidence un montant reconstitué de 798 830 000 FCFA, pour une dotation initiale de 800 000 000 FCFA, soit un écart en moins de 1 170 000 FCFA, constitué des éléments ci-après :

- Prélèvement de la CNCAS/DAKAR sur virement DRF n° 02 351 000 FCFA
- Prélèvement de la CNCAS/DAKAR sur alimentation du compte de Tamba : 819 000 FCFA

49. La mission estime que ces prélèvements au titre de frais désigné. Avec la prise en compte de ces dépenses qui vont constituer la DRF n° 04, le taux réel de décaissement sera de 6,66 %.

50. **Compte désigné/FIDA.** Le rapprochement du compte désigné au de transaction bancaires sont très élevés comparés à ceux appliqués par la SGBS dans le cadre du PROMER (9 000 FCFA)/transaction. La mission invite la Direction de l'Investissement (DI) à statuer sur cette question avec la CNCAS. Par ailleurs, les montants retirés du compte désigné en cours de justification sont de 13 947 520 FCFA correspondants aux dépenses effectuées par les antennes sur les fonds reçus.

51. **Alimentation des sous-comptes de programme/antennes.** A date, sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activités, 31 263 940 FCFA ont été virés aux antennes pour la conduite des opérations dont 12 893 000 FCFA/Kédougou, 14 190 800 FCFA/Kolda et 4 180 140/Matam. Les montants dépensés sont en cours de justification.

52. **Fonds Fiduciaire Espagnol.** Le montant de l'avance initiale de 350 000 000 FCFA est disponible dans le compte depuis le 24/07/2013. Les ressources seront utilisées à partir de 2014 dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA de l'année.

53. **Trésorerie.** Au 30/09/2013, le disponible en caisses/banques (Siège/Antennes), sur le financement FIDA est de 567 258 680 FCFA dont 85 985 100 FCFA/CNCAS DAKAR, 463 744 200 FCFA/CNCAS/Tamba, 9 779 747 FCFA/CNCAS/Kolda, 6 853 768 FCFA/CNCAS/Kedougou, 665 655 FCFA/CNCAS/Matam et 230 210 FCFA/caisses/Siège et Antennes. Les ressources disponibles sur le financement FSP, compte SGBS Dakar sont de 350 000 000 FCFA.

54. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée du Programme sont fixées dans l'accord de financement à environ 8 664 000 USD. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le programme. La comparaison de ce montant à celui du plan de financement du Programme 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) met en évidence un écart qu'il faut corriger en maintenant le chiffre du plan de financement. Cette question sera analysée et clarifiée par la prochaine mission de supervision prévue pour mi-avril 2014.

55. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures

Dispositions de l'Accord de Prêt

56. **Passation des marchés.** Au 30/09/2013, sept (7) contrats de services de consultants ont été signés pour un montant total de 43 498 426 FCFA payés à hauteur de 8 923 849 FCFA, soit un taux d'exécution financière de 20,51%. La mission n'a pas procédé à un examen des dossiers de passation des marchés et de contractualisation. Cette analyse sera faite lors de la prochaine mission de supervision. Le projet n'a passé jusqu'à présent qu'un petit nombre de contrats de petits montants. Le seul contrat d'un montant substantiel est celui des véhicules passé avec l'UNOPS. États Certifiés des Dépenses. Le PADAER va démarrer avec un seuil minimum de 20 000 USD toutes catégories confondues. Ce seuil sera revu à la hausse après la première mission de supervision de l'année 2014. Par ailleurs, en l'absence de DRF déjà soumise et payée, la mission a rappelé à l'équipe administrative, financière et comptable du Programme (siège/antennes), l'importance du classement et de la consistance des pièces justificatives probantes des ECD. A cet égard l'annexe IV « liste de contrôle

des états certifiés de dépenses (ECD) » du questionnaire d'évaluation de la gestion financière lors de la supervision, a été passée en revue. A cet égard, la DRF n° 4 en préparation devra tenir compte de ces indications.

57. Partage des dépenses FIDA/FSP. Le FIDA et le FSP ainsi que les bénéficiaires financent les aménagements hydro agricoles. Le document de travail n° 9, table n° 1 précise les taux de prise en charge de chaque bailleur (cf. tableau en annexe).

Comptabilité et Audit

58. Comptabilité 2013. En attendant l'installation et le paramétrage du logiciel de gestion déjà commandé, les journaux comptables de banques et de caisse ont été élaborés sur excel. Les rapprochements des comptes bancaires : CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tamba, CNCAS/Kedougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tamba, ne comportent que les écritures en suspens du mois et n'appellent pas d'observation particulière. La mission est d'avis que dès la mise en œuvre du logiciel, un travail appréciable de rattrapage du traitement des opérations comptables devra être fait pour respecter les délais de rapportage financier et d'audit. Le planning d'arrêté et d'audit des comptes ci- après a été validé avec l'UCP :

Rattrapage comptable sur TOMPRO	22/11 au 14/12/2013
Inventaire des immobilisations	du 15 au 31/12/2013
Arrêté de caisse	22/11 au 14/12/2013
Arrêté de stock	31/12/2013
Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence	31/12/2013
Arrêté des comptes des antennes et transmission des états et des pièces justificatives	31/01/2014
Vérification, centralisation et production des états comptables	28/02/2014
Analyse des comptes et établissements des états financiers :	15/03/2014
Transmissions des états financiers au FIDA	31/03/2014
Audit des comptes 2013 avec rapports provisoires	du 01 au 30/04/2014
Transmission du rapport définitif au FIDA	15/05/2014

59. Audit des comptes 2013. L'UCP devra prendre les dispositions nécessaires pour demander à la CAP de procéder à la sélection du cabinet qui sera chargé d'effectuer l'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/2013.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la revue/validation du document pour une meilleure internalisation des règles de gestion	CORD/RAF/UCP	31/12/2013
Prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'installation et le paramétrage du logiciel ainsi que la formation y relative conformément au contrat	CORD/RAF/UCP /CABINET	25/11/2013
Procéder au recrutement du personnel restant (Assistant comptable, Assistant SE, 2 chauffeurs et 4 gardiens)	CORD/RAF	31/12/2013
Assurer le suivi de l'engagement de l'assurance maladie inscrite sur le BCI/2014	CORD/RAF	30/04/2014
Assurer un suivi optimal de l'exécution des activités du PTBA/2013 pour atteindre un taux d'exécution d'au moins 80 %	CORD/UCP	31/12/2013
Respecter le chronogramme d'élaboration et d'approbation du PTBA/2014	CORD/UCP	30/11/2013
Finaliser la DRF n° 4 en tenant compte des dépenses justifiées des antennes et transmettre au FIDA	CORD/RAF/CPT	10/11/2013
Statuer rapidement sur les frais de transaction bancaire de la CNCAS Dakar	CORD/RAF/DI	31/10/2013
Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement.	UCP/ETAT/FIDA	Pour mémoire
Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Se référer au DT n° 9 table n° 1 qui précise les taux de prise en charge pour chaque bailleur des aménagements hydro agricoles	CORD/RAF/RSE	Pour mémoire
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes validé avec l'UCP	CORD/RAF/CPT/CAN/AAC	15/05/2014
Prendre les dispositions nécessaires pour demander à la CAP de procéder à la sélection du cabinet qui sera chargé de l'audit	CORD/RAF	31/12/2013

F. Durabilité

60. La durabilité des investissements du PADAER sera atteinte à travers, d'une part, l'efficacité du ciblage des OP, MPER et leurs organisations faïtières, et d'autre part, le renforcement des capacités institutionnelles, techniques, organisationnelles et de gestion de ces organisations pour leur permettre de devenir professionnelles, autonomes et capables de rendre des services durables à leurs membres. Pour ce faire, au cours de ses premiers mois de mise en œuvre, le Programme a mis l'accent sur le ciblage des acteurs et le renforcement de leurs capacités ; il s'est donc attelé à : (i) définir des critères efficaces de ciblage qui tiennent compte, non seulement des zones de pauvreté, de filières spécifiques aux pauvres et de la vulnérabilité des OP et de leurs faïtières, mais aussi de la volonté et de l'engagement de ceux-ci à s'inscrire dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation ; (ii) identifier les appuis nécessaires à leur apporter sur la base du modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs » qui s'articule autour d'un diagnostic institutionnel des OP, et l'établissement d'un plan de renforcement de capacité visant à améliorer leur degré de maturité institutionnelle et économique.

61. La mission note que, pour l'exécution des activités, dans le but d'une meilleure appropriation du Programme par l'ensemble des parties prenantes, la participation de tous à tous les niveaux de la conception à la réalisation en passant par le suivi, exigence de l'UCP, est un gage de durabilité des actions du PADAER.

62. Les partenaires du Programme sont très diversifiés. L'implication directe de partenaires institutionnels et stratégiques, et leur responsabilisation dans la mise en œuvre (appui-conseil, suivi des activités) couplé avec une bonne stratégie de sortie amorcée dès le démarrage du Programme (partage des coûts, subvention dégressive) devra permettre aux populations, à la fin du Programme, de mieux prendre en charge leurs préoccupations et de discuter et proposer diverses options à leurs différents partenaires (Etat, ONG, Privés).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'implication et la responsabilisation des partenaires stratégiques dans la mise en œuvre	UCP/Coord	Permanent
Responsabiliser et renforcer les capacités institutionnelles et économiques des OP et de leurs faïtières	SGAOP	Permanent
Installer et renforcer un comité de gestion pour chaque infrastructure construite ou réhabilitée	SGAOP/Resp Infrastr	Au démarrage de l'infrastructure

G. Autres

63. **Aspects environnementaux.** De plus en plus, la prise en compte des questions environnementales devient une exigence dans la mise en œuvre des projets et programme. Le PADAER aura un certain effet sur l'environnement et sur la préservation des ressources naturelles. Bien que ces effets ne soient pas très substantiels, des mesures d'atténuation (mitigation) devront être prises. Pour ce faire, la mission recommande au Programme de procéder à l'élaboration du cadre de gestion environnementale et sociale dès début 2014 conformément au code de l'environnement du Sénégal.

64. **Genre et inclusion sociale.** L'identification et la sélection des sites d'intervention devra être fondée non seulement sur des critères objectifs incluant le potentiel agricole et la présence d'un minimum d'exploitations et/ou d'organisations de producteurs, mais également des critères spécifiques pour garantir l'accès des femmes et des jeunes aux aménagements et autres réalisations du projet. La mission recommande au Programme d'analyser la stratégie « genre et inclusion sociale » du PAFA afin de construire une stratégie partagée avec l'ensemble du portefeuille FIDA au Sénégal. Des sessions spéciales d'information et de sensibilisation devront être organisées en direction des femmes et des jeunes.

65. La mission a visité une bananeraie privée dans la zone de Gouloumbou, tenue par Monsieur Mamadou Sall, président de l'union régionale des producteurs de banane. La mission a constaté avec satisfaction la qualité de la production, mais aussi et surtout les mécanismes développés par le propriétaire pour assurer aux jeunes un emploi décent et durable. En effet sur 1000 ha, chaque jeune employé est responsable de 0,25 ha et reçoit 35% de la valeur de la production. En moyenne chaque jeune employé perçoit entre 600 000 et 1 000 000 FCFA sur un cycle de production de 6 mois. En plus,

durant la période de récolte, des jeunes filles sont recrutées pour assurer le conditionnement et perçoivent chacune 5 000 FCFA par journée.

66. Le défi à relever consiste à remplacer le système d'irrigation à la lance flexible par l'aspersion et réduire ainsi le temps d'arrosage qui occupe largement le temps de travail (7 heure par jour et 3 jours par semaine). L'adoption de l'aspersion permettra, en plus, de faire gagner davantage aux jeunes employés à raison de 20% de la valeur de la récolte sur 0,5 ha.

67. La mission recommande au projet de préparer un dossier technique et financier pour la conduite d'un test sur 100 ha d'irrigation à l'aspersion en vue d'estimer l'impact sur l'emploi des jeunes, dans une perspective de partenariat public-privé.. [Cliquer ici et insérer le texte]

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer le cadre de gestion environnementale et sociale du PADAER dès début 2014 conformément au code de l'environnement du Sénégal	UCP/RCGS	Février 2013
Analyser la stratégie « genre et inclusion sociale » du PAFA afin de construire une stratégie partagée avec l'ensemble du portefeuille FIDA	SGAOP	Mars 2013
Organiser des sessions spéciales d'information et de sensibilisation en direction des femmes et des jeunes	SGAOP	Janvier 2013
préparer un dossier technique et financier pour la conduite d'un test sur 100 ha d'irrigation à l'aspersion en vue d'estimer l'impact sur l'emploi des jeunes, dans une perspective de partenariat public-privé	UCP	Février 2014

H. Conclusion

68. entré en vigueur le 12 octobre 2011, le PADAER a démarré ses activités en juin 2013, avec 21 mois de retard. Afin de récupérer ce retard, il est important de prendre des mesures idoines visant à accélérer la mise en œuvre des activités du projet.

69. Pour relever le défi de la mise en œuvre au terme de l'achèvement, l'équipe du PADAER devra anticiper sur les procédures et accélérer la cadence autant que possible. Le Gouvernement pourrait examiner la possibilité d'accorder à l'UCP le statut d'autorité contractante aux fins de diligenter les procédures de marché, conformément au point « 3.1 coordination » de l'annexe 1 de l'accord de prêt qui stipule que « l'UCP sera, en outre, dotée du pouvoir juridique de contracter ».

70. Le transfert au PADAER des locaux antérieurement occupés par le PROMER II à Tambacounda et à Kolda devra être fait par acte administratif, aux fins de sécuriser les travaux de réhabilitation en cours.

71. Enfin, le Comité de Pilotage devrait être élargi à la Coopération Espagnole, cofinancier du Projet, qui en a exprimé le souhait et qui participerait aux réunions du Comité de Pilotage à titre d'observateur.

72. Le FIDA et le Gouvernement du Sénégal entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Projet 1614 [843] Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614	No. du prêt/don DSF	843
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	20/03/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	23/11/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

				Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	51.71
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF	
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	
Achèvement initiale	31/12/2017	Dernier audit		Financement national total	9.29
Achèvement	31/12/2017			Beneficiaries	0.63
Clôture initiale	30/06/2018			Government (National)	8.66
Clôture	30/06/2018			Cofinancement total externes	10.09
Nbre de prolongations	0			Spanish Fund	10.09

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4

7. Innovation et leçons apprises	4	4
8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Valorisation et mise en marché	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Les premiers 06 mois d'exécution du programme se déroulent bien pour atteindre les objectifs. Des activités préparatoires sont réalisées, notamment : élaboration du PTBA de « démarrage » ; préparation du processus de contractualisation (projets de conventions et protocoles) avec les partenaires stratégiques et prestataires de services ; information/sensibilisation des différents acteurs à travers les Comités Régionaux de Développement et Comités Départementaux de développement ; démarrage des études d'exécution du programme d'ancrage ; élaboration des différents manuels (Exécution technique, Suivi Evaluation, Procédures administrative et financières) ; réhabilitation des locaux bouclée, processus d'acquisition des véhicules, matériel de bureau et matériels informatique en bonne voie.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Il y a de bons efforts pour accélérer la mise en œuvre du projet, et le système de gestion financière et comptable en cours d'installation. En plus des activités préparatoires qui ont eu lieu, les études d'exécution ont démarré pour un programme d'ancrage et à terme 440 ha de superficies aménageables seront mises à la disposition des populations pour la campagne 2014-1015

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En dépit du fait que le projet ne soit qu'à ses premiers 06 mois d'exécution, il y a résultats qui indiquent que le projet se déroule bien pour réaliser ces objectifs de développement. Le programme d'ancrage en préparation est orienté vers l'appui à la production (études d'exécution pour l'aménagement de superficies cultivables de 440 ha).

C.6	Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Le dispositif de gestion du Programme se consolide davantage. En effet, le personnel administratif, financier et comptable (un RAF, un SPM et une Comptable au siège et 03 Assistants Administratifs et Comptables au niveau des antennes), est déjà en place; il reste à recruter l'Assistant Comptable du siège.	
Avancement de l'exécution du projet	Le budget du PTBA 2013 dont le montant s'élève à 1.172 056 956 FCFA a été exécuté au 31 octobre de FCFA à 309 289 323 FCFA en valeur absolue, soit un taux de réalisation 26,38% en valeur relative. Les taux sont respectivement de 29,07%/FIDA, 04,04%/ETAT. Avec la prise en charge des activités en cours de réalisation ou à réaliser avant la fin de l'année pour un montant de 647 805 530 FCFA, le taux d'exécution serait de 81,66 %.	
Produits et réalisations	Des ateliers de sensibilisation à l'endroit des populations bénéficiaires incluant les producteurs ont été organisés avec une forte participation des bénéficiaires ; les femmes et les jeunes ont été fortement représentés dans ces rencontres. Les conventions de partenariats sont en cours de signature. En ce moment, le projet est en train de préparer le programme d'ancrage afin de tester ses outils, processus et procédures. Les leçons apprises devraient être capturées et partagées.	
Durabilité	Les risques de durabilité sont faibles dans la mesure où le programme envisage d'investir fortement dans la formation et l'organisation des bénéficiaires et des autres acteurs La durabilité du projet dépendra en définitive de la qualité des organisations des producteurs, l'adoption de technologies améliorées, le lien entre les services financiers et les investissements dans les filières du programme. Pour le moment, les indications sont positives.	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Appui au suivi sectoriel du Ministère de l'Agriculture	Initier des rencontres avec les parties prenantes (tous les directeurs centraux et généraux concernés) afin de mieux définir les besoins en la matière, actualiser le manuel du PASYME et mettre à jour l'application y afférentes, sinon, mettre en place une nouvelle application. Rendre disponibles les études, plans et cahiers de charge pour le recrutement des entreprises pour le programme d'ancrage ; pour ce faire : • Utiliser les outils de cartographie numérique actuels pour caractériser les sites ; • Bien définir les objectifs principaux des études avec les ingénieurs-conseils pour quantifier les travaux ; Ramener les détails topographiques à la phase de contrôle des travaux.	Février 2014	
Etudes des infrastructures	Vérifier le statut juridique de BAMTAARRE et voir dans quelle mesure il serait possible de lui déléguer la maîtrise d'ouvrage pour accélérer la réalisation des travaux dans le respect des procédures	31/12/13	
Situation de référence	Réaliser l'étude de la situation de référence pour renseigner les valeurs initiales des indicateurs du cadre logique au plus tard pour le premier bimestre de 2014	28/02/14	
Aspect fiduciaires	Procéder à la revue/validation du document pour une meilleure internalisation des règles de gestion	31/12/13	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT			
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	<ul style="list-style-type: none"> - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% * - Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés 	DPES Suivi-évaluation du PNIA, du PNDE, du CSD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT			
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> - Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 6 ans * - Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 10% - 80% des emplois créés sont des emplois durables - 50 000 ménages ruraux ont accès aux services du Projet 	Rapport d'évaluation à mi-parcours (études d'impact) Rapport d'évaluation de fin du Programme Statistiques de productions (DAPS et DIREL)	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
3. Résultats			
Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles			
EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des surfaces cultivables 2275 ha - La mortalité a baissé de X% dans les UP 	Enquêtes	
Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 10 périmètres de 30 ha livrés dans la région de Matam - 200 ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par planage pour adopter le SRI - 255 ha de bas fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou - 200 ha de plaine d'épandage de crues dans les régions de Tambacounda Kolda et Kédougou - 1.100 ha d'aménagement parcellaire complémentaire en aval des micro-barrages du PAPIL dans les 3 régions (492 ha à Kolda, 328 ha à Tamba et 280 à Kédougou) - 220 ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (120 ha Tambacounda et 100 ha à Kédougou) - 6 000 ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba 	PV de réception des ouvrages	Les CR attribuent les terres à aménager aux OP bénéficiaires

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Sources d'information	Risque/ hypothèses
Produit 2 : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - 10 nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination) - 10 puits pastoraux, 20 abreuvoirs, 20 parcs de vaccination, 20 magasins d'aliments de bétail, 5 châteaux d'eau construits pour renforcer des UP existantes - 20 km de pare feux 	PV de réception des travaux	Les CR attribuent les terres de parcours sollicités par les comités de gestion des UP
EFFET 2 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) - Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées et notamment de 1,5T à 4T en moyenne sur le riz (3,5 T/ha pour le riz de bas-fonds et 6T/ha pour SRI) 	Enquêtes	
Produit 3 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 25 000 ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * - Au moins 25 000 ménages ciblés ont acquis au moins un équipement agricole* 	Rapports	Agro-dealers et semenciers proches des producteurs
Produit 4 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - 100% au moins des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 4 régions - 70% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus * 	Enquêtes	
Composante 2 : valorisation et mise en marché			
EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	<ul style="list-style-type: none"> - 20% de la production transformée et /ou commercialisée 	Enquêtes	
Produit 5 : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - 75 km de pistes rurales réalisées (15 km de pistes sont réalisées dans la région de Matam, 20 km dans chacune des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda *) - 48 magasins de stockage de céréales sont construits * - 11 halls et magasin de distribution (marchés) - 2 chaînes de conditionnement - 1 SIM 	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
Produit 6 : l'émergence de micro-entreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	<ul style="list-style-type: none"> - 200 emplois au moins sont créés en 6 ans par les MPER * - 200 MPER sont créées dans la zone du Programme * - Les MPER réalisent au moins 70% de leurs chiffres d'affaires en offrant des services / produits aux producteurs ciblés 	Rapports d'activités Enquêtes	L'environnement des affaires dans le secteur agricole est favorable
EFFET 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 35% des OP de niveau 2 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - Au moins 10% des OP de niveau 1 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) 	Enquêtes	

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Sources d'information	Risque/ hypothèses
Produit 7 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> - 975 des OP offrent au moins un service à leurs membres - 75% des membres des OP sont satisfaits des services fournis 	Enquêtes Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
4. Ressources			
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	<ul style="list-style-type: none"> - 45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires 	Accord de prêt Rapports	Appropriation politique et par les bénéficiaires

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet				
Appui au suivi sectoriel du Ministère de l'Agriculture	Initier des rencontres avec les parties prenantes (tous les directeurs centraux et généraux concernés) afin de mieux définir les besoins en la matière, actualiser le manuel du PASYME et mettre à jour l'application y afférentes, sinon, mettre en place une nouvelle application Rendre disponibles les études, plans et cahiers de charge pour le recrutement des entreprises pour le programme d'ancrage ; pour ce faire : <ul style="list-style-type: none"> Utiliser les outils de cartographie numérique actuels pour caractériser les sites ; Bien définir les objectifs principaux des études avec les ingénieurs-conseils pour quantifier les travaux ; 	Février 2014	SSE/Coord	
Etudes des infrastructures	Ramener les détails topographiques à la phase de contrôle des travaux. Vérifier le statut juridique de BAMTAARRE et voir dans quelle mesure il serait possible de lui déléguer la maîtrise d'ouvrage pour accélérer la réalisation des travaux dans le respect des procédures	31 décembre 2013	Resp Infrastr/Coord	
Délégation de maîtrise d'ouvrage	Prendre les dispositions pour la maintenance des ouvrages ; les charges y afférentes devraient être la contribution des bénéficiaires des parcelles	31 décembre 2013	Resp Infrastr/Coord	
Maintenance des ouvrages	Evaluer le niveau d'autonomie des MPER suite aux derniers appuis accordés	28 février 2014	Resp Infrastr/SGAOP	
Suivi des MPER	Renforcer la mise en relation SFD/MPER Faciliter la mise en relation commerciale OP/MPER Solliciter l'affectation de deux (2) agents du SAFIR dans la zone d'intervention du PADAER	31 décembre 2013 Permanent Permanent	Resp Appui aux MPER Resp Appui aux MPER Resp Appui aux MPER	
Financement des MPER	Prendre les dispositions pour que le contrat pour l'informatisation du système SE soit signé au plus tard le 31 décembre 2013	31 décembre 2013	Resp Appui aux MPER	
Suivi-évaluation	Prendre les dispositions nécessaires pour faire transférer le patrimoine (locaux de Tamba et de Kolda) au PADAER par acte administratif	31 décembre 2013	SSE/Coord	
Locaux du PADAER	Réaliser l'étude de la situation de référence pour renseigner les valeurs initiales des indicateurs du cadre logique au plus tard pour le premier bimestre de 2014	31 décembre 2013	RAF/Coord	
Situation de référence de la zone du Programme		28 février 2014	SSE/Prestataire	
Durabilité	Renforcer l'implication et la responsabilisation des partenaires stratégiques dans la mise en œuvre	Permanent	UCP/Coord	
	Responsabiliser et renforcer les capacités institutionnelles et économiques des OP et de leurs faïtières	Permanent	SGAOP	
	Installer et renforcer un comité de gestion pour chaque infrastructure construite ou réhabilitée	Au démarrage de l'infrastructure	SGAOP/Resp Infrastr	
Aspects fiduciaires				
	Procéder à la revue/validation du document pour une meilleure internalisation des règles de gestion	31/12/2013	CORD/RAF/UCP	

	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'installation et le paramétrage du logiciel ainsi que la formation y relative conformément au contrat	25/11/2013	CORD/RAF/UCP /CABINET
	Procéder au recrutement du personnel restant (Assistant comptable, Assistant SE, 2 chauffeurs et 4 gardiens)	31/12/2013	CORD/RAF
	Assurer le suivi de l'engagement de l'assurance maladie inscrite sur le BCI/2014	30/04/2014	CORD/RAF
	Assurer un suivi optimal de l'exécution des activités du PTBA/2013 pour atteindre un taux d'exécution d'au moins 80 %	31/12/2013	CORD/UCP
	Respecter le chronogramme d'élaboration et d'approbation du PTBA/2014	30/11/2013	CORD/UCP
	Finaliser la DRF n° 4 en tenant compte des dépenses justifiées des antennes et transmettre au FIDA	10/11/2013	CORD/RAF/CPT
	Statuer rapidement sur les frais de transaction bancaire de la CNCAS Dakar	31/10/2013	CORD/RAF/DI
	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement.	Pour mémoire	UCP/ETAT/FIDA
	Tenir compte notamment dans la préparation de la DRF n° 4 des indications et des recommandations fournies par la présente mission en matière de classement et de consistance des pièces justificatives probantes des ECD (cf. annexe IV « liste de contrôle des états certifiés des dépenses »)	Pour mémoire	CORD/RAF/CPT/CAN/AAC
	Se référer au DT n° 9 table n° 1 qui précise les taux de prise en charge pour chaque bailleur des aménagements hydro agricoles	Pour mémoire	CORD/RAF/RSE
	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes validé avec l'UCP	15/05/2014	CORD/RAF/CPT/CAN/AAC
	Prendre les dispositions nécessaires pour demander à la CAP de procéder à la sélection du cabinet qui sera chargé de l'audit	31/12/2013	CORD/RAF
Autres			
Gestion environnementale et sociale	Elaborer le cadre de gestion environnementale et sociale du PADAER dès début 2014 conformément au code de l'environnement du Sénégal	Février 2013	UCP/RCGS
	Analyser la stratégie « genre et inclusion sociale » du PAFA afin de construire une stratégie partagée avec l'ensemble du portefeuille FIDA	Mars 2013	SGAOP
Stratégie genre	Organiser des sessions spéciales d'information et de sensibilisation en direction des femmes et des jeunes	Janvier 2013	SGAOP

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante / Sous-composante ou produit	Indicateur		Service	Période : 22 Novembre 2013			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
				PTBA	Progrès effectif	%			
Composante1 Amélioration de l'offre de produits agricoles									
	Sous-composante: Les aménagements hydro agricoles								
		Nbre d'ha de site identifié		440	630	143%	630	2275	28%
		Nbre de TDR élaboré		5	5	100%	5	ND	-
		Nombre d'études d'exécution réalisées		3	0	0%	0	ND	-
		Nombre de périmètres polycoles de 6 ha livrés		ND		-	0	10	0%
		Nombre de d'ha de PIV replané		ND		-	0	200	0%
		Nombre d'ha de bas-fonds		ND		-	0	255	0%
		Nombre d'ha de plaines d'épandage		ND		-	0	200	0%
		Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire		ND		-	0	1100	0%
		Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés		ND		-	0	220	0%
		Nombre d'ha de DRS		ND		-	0	6000	0%
	Sous-composante: Les infrastructures pastorales								
		Nombre d'UP identifiées		10	13	130%	13	23	57%
		Nombre de TDR élaboré		1	1	100%	1	0	-
		Nombre d'études d'exécution réalisées		1	0	0%	0	0	-
		Nombre de nouvelles UP créées		ND	0	-	0	10	0%
		Nombre de puits pastoraux		ND	0	-	0	10	0%
		Nombre d'abreuvoirs		ND	0	-	0	20	0%
		Nombre de parc à vaccination		ND	0	-	0	20	0%
		Nombre de magasins de d'aliments de bétail		ND	0	-	0	20	0%
		Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP		ND	0	-	0	5	0%
		Nombre de km de pares feux		ND	0	-	0	20	0%
	Sous-composante: L'accès aux facteurs de production								

Composante / Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période : 22 Novembre 2013	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%	0	25000	0%
		% des ménages ciblés ayant acquis au moins un équipement agricole*		ND	0	-	0	25000	0%
	Sous-composante: L'appui Conseil								
		% des producteurs ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions		ND	0	-	0	100%	0%
		% des producteurs ayant accès aux services de conseils satisfaits des services rendus *		ND	0	-	0	70%	0%
Composante 2: Valorisation et Mise en marché									
	Sous-composante: Infrastructures marchandes								
		Nombre de km de pistes rurales réalisées		ND	0	-	0	75	0%
		Nombre de magasins de stockage de céréales construits *		ND	0	-	0	48	0%
		Nombre de halls et magasins de distribution (marchés)		ND	0	-	0	11	0%
		Nombre de SIM installé et fonctionnel		ND	0	-	0	1	0%
	Sous-composante: Appui à la transformation et à l'entreprenariat rural								
		Nombre d'emplois consolidés par les MPER *		100	150	150%	150	ND	-
		Nombre de MPER consolidées		75	75	100%	75	ND	-
		Nombre d'emplois créés en 6 ans par les MPER *		ND	0	-	0	200	0%
		Nombre de MPER sont créées dans la zone du Programme *		ND	0	-	0	200	0%
		% du chiffre d'affaires des MPER issu des services /produits offerts aux producteurs ciblés		ND	0	-	0	70%	0%
	Sous-composante: Professionnalisation des acteurs								
		Etude DIP des OP réalisée		1	0	0%	0	1	0%
		Nombre d'OP ayant offert au moins un service à leurs membres		ND	0	-	0	975	0%
		% des membres des OP satisfaits des services fournis		ND	0	-	0	75%	0%
Composante 3 : COORDINATION, SUIVI EVALUATION, GESTION DES SAVOIRS ET GENRE									
	Sous-composante: Coordination et Gestion								
		Nombre de Conventions de partenariat stratégiques signé		5	0	0%	0	ND	-
		Nombre d'Ateliers internes d'appropriation, d'imprégnation et de partage organisés		2	1	50%	1	ND	-

Composante / Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période : 22 Novembre 2013	Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%	0	25000	0%
		Atelier de lancement national du PADAER		1	1	100%	1	ND	-
		Nombre d'Ateliers régionaux et départementaux d'information organisés		11	14	127%	14	ND	-
		Nombre de Réunions du Comité de Pilotage tenu		2	1	50%	1	6	17%
		Nombre de sessions de formation du Personnel et partenaires organisées		2	0	0%	0	ND	-
		Nombre Visites d'échanges organisées		2	0	0%	0	ND	-
		Réhabilitation/ Location/ construction de Locaux		4	4	100%	4	ND	-
		Mise en place des équipements (moyens logistiques)		1	0	0%	0	ND	-
		Logiciel de comptabilité et formation du personnel		1	1	100%	1	ND	-
		Taux d'exécution du PTBA		100%	26,38%	26%	26%	100%	26%
		Nombre de PTBA élaboré		1	1	100%	1	6	17%
Sous-composante: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation									
		Document de branding du PADAER Elaboré		1	1	100%	1	ND	-
		Charte graphique du PADAER élaboré et validé		1	1	100%	1	ND	-
		Nombre de supports d'information et de communication sur le PADAER réalisé		1	1	100%	1	ND	-
		Stratégie de communication du PADAER élaborée		1	0	0%	1	1	100%
		Stratégies de gestion des connaissances, capitalisation des expériences et Genre élaboré		3	0	0%	1	3	33%
		Réalisation de l'enquête SYGRI de base		1	1	100%	1	1	100%
		Système de suivi Evaluation fonctionnel		1	0	0%	1	1	100%
Sous-composante: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage									
		Nombre d'Ateliers zonaux sur le code pastoral		3	3	100%	3	6	50%
		Nombre d'Atelier national de validation		1	1	100%	1	1	100%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Financier	Approved	Current	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan		32 330	435	1,3%
FSP		10 092	0	0,0%
Government		2 677	10	0,4%
Beneficiaries		619	0	0,0%
Total	0	45 718	445	0,97%

au taux de

1 USD = 500,00 FCFA

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)
Appendice 5B

Table 5B: Financial performance by financier by component (USD '000)

	Accord FIDA			FSP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
Offre agricole	9799	-	0,0%	9796		0,0%	2544	-	0,0%	269		0,0%	22 408,0	-	0,00%
Mise en marché	15845	1,42	0,0%	296		0,0%	0	0,17	#DIV/0!	350		0,0%	16 491,0	1,6	0,01%
UCP	6686	433,83	6,5%				133	9,37	7,0%				6 819,0	443,2	6,50%
Total	32 330,0	435,2	1,3%	10 092,0	-	0,0%	2 677,0	9,5	0,4%	619,00	-	0,0%	45 718,0	444,8	0,97%

Taux USD/FCFA appliqué : 500,00

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 septembre 2013)

Appendice 5C

Table

5C: IFAD loan disbursements : DTS

AU 30 SEPTEMBRE 2013

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à02)	Balance	%	W/A Pending au Fida	W/A Pending au PROMER au 30/09/2013	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000		8 650 000	0,00%	0,00	2 075,12	2 075,12	0,02%
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000		3 800 000	0,00%	0,00	2 062,85	2 062,85	0,05%
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000		2 640 000	0,00%	0,00	85 518,52	85 518,52	3,24%
IV	Prestataires de service	450 000		450 000	0,00%	0,00	941,32	941,32	0,21%
V	Salaires et Indemnités	1 940 000		1 940 000	0,00%	0,00	186 847,00	186 847,00	9,63%
VI	Entretien/fonctionnement	700 000		700 000	0,00%	0,00	11 252,66	11 252,66	1,61%
	Non alloué	2 020 000							
	Dépôt initial		1 057 064,86	-1 057 065		0,00		1 057 064,86	
	Total	20 200 000	1 057 064,86	19 142 935	5,23%	0,00	288 697,45	1 345 762,31	6,66%

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le programme étant dans sa phase d'installation et de préparation des outils de gestion, toutes les activités menées dans le domaine de la Gestion des Savoirs, s'inscrivent dans cette dynamique.

Le PADAER fait essentiellement de la mise à l'échelle et a besoin de bâtir sa stratégie dans la continuité des acquis des projets précédents. Les principales activités préalables menées à cette date sont :

- la revue des documents du Programme ;
- l'élaboration du document d'orientation sur la Gestion des Savoirs ;
- les rencontres avec des partenaires stratégiques comme IED sur la Gestion des Savoirs ;
- l'élaboration du Cadre de Classement et de Classification des Documents du PADAER ;
- l'élaboration du Document d'Orientation sur la Gestion Electronique des Documents (GED) ;
- l'élaboration des TDR pour la procédure de sélection d'un Consultant dans le cadre de la mise en place d'une stratégie de Gestion des Savoirs du PADAER.

Parallèlement une formation sur la capitalisation est suivie par le responsable genre et gestion des savoirs du programme. Mais la capitalisation a déjà démarré à travers toute la systématisation des informations, leçons et recommandations.